



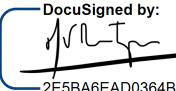


ATELIER DE LA LANGUE FRANCAISE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Florence VASSEUR
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Aix-Bastia

Vincent MONTAGNE David Rupied Secrétaire, Philippe Klein

DocuSigned by:  2E5BA6EAD0364BB...	Signé par :  DCF115130DC94E9...	Signé par :  A831FF056895405...
---	--	--

Certifié conforme
à l'original



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

ATELIER DE LA LANGUE FRANCAISE

9 Avenue Henri Pontier
13100 AIX-EN-PROVENCE

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association ATELIER DE LA LANGUE FRANCAISE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué l'audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

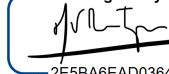
Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

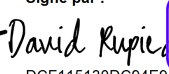
Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur le changement de méthode comptable relatif à la première application du règlement ANC n°2022-06 exposée dans la note « Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels.

DocuSigned by:



2E5BA6EAD0364BB...

Signé par :



DCF115130DC94E9...

Signé par :



A831FF056895405...

Florence VASSEUR

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie Régionale d'Aix Bastia
Les carrés de l'arc Bât B – Le canet de Meyreuil – 13590 MEYREUIL – 04.42.61.61.40

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport financier et des autres documents adressés aux membres

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

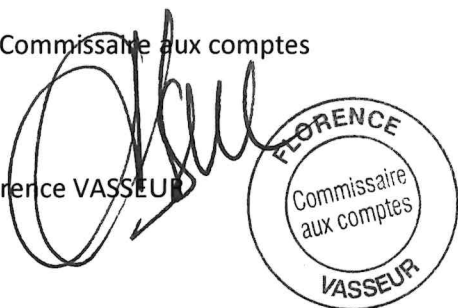
En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Meyreuil, le 4 mai 2026

Le Commissaire aux comptes

Florence VASSEUR



Vincent MONTAGNE David Rupied Secrétaire, Philippe Klein

DocuSigned by:  Signé par :  Signé par : 
2E5BA6EAD0364BB... DCF115130DC94E9... A831FF056895405...

Certifié conforme
à l'original

BILAN - ACTIF					
Association Atelier de la Langue Française - 13100 AIX EN PROVENCE			Période N du 01/01/2025 au 31/12/2025		
SIRET 79806874800044			Période N-1 du 01/01/2024 au 31/12/2024		
			Exercice N		Exercice N - 1
			Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement			(98)
		Frais de recherche et développement			
		Donations temporaires d'usufruit			
		Concessions, brevets et droits similaires	28 084	18 748	9 336
		Immobilisations incorporelles en cours	14 940		14 940
		Avances et acomptes (immo. incorporelles)			
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains			
		Constructions			
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	106 968	69 069	37 899
		Immobilisations corporelles en cours			
		Avances et acomptes (immo. corporelles)			
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	Participations et créances rattachées	40 000		40 000
		Autres titres immobilisés			
		Prêts			
		Autres	4 096		4 096
TOTAL (I)		194 088	87 817	106 270	
ACTIF CIRCULANT	Stock et en-cours		2 551	2 551	4 269
	CRÉANCES	Clients, usagers et comptes rattachés	4 288	4 288	2 970
		Reçues par legs ou donations			
		Autres créances	56 416	56 416	82 643
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments financiers à terme et jetons détenus				
	Disponibilités		59 581	59 581	69 792
COMPTES DE RÉGULARISATIONS	Charges constatées d'avance		2 303	2 303	4 258
	TOTAL (II)		125 138	125 138	163 931
	Frais d'émission des emprunts (III)				
	Primes de remboursement des emprunts (IV)				
	Écarts de conversion et diff. d'évaluation Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II)		319 226	87 817	231 408	



BILAN - PASSIF				
Association Atelier de la Langue Française - 13100 AIX EN PROVENCE			Période N du 01/01/2025 au 31/12/2025	
SIRET 79806874800044			Période N-1 du 01/01/2024 au 31/12/2024	
			Exercice N	Exercice N - 1
FONDS PROPRES	SANS DROIT DE REPRISE	Fonds propres statutaires (sans droits de reprise)	14 020	14 020
		Fonds propres complémentaires (sans droits de reprise)		
	AVEC DROIT DE REPRISE	Fonds propres statutaires (avec droits de reprise)		
		Fonds propres complémentaires (avec droits de reprise)		
	Écarts de réévaluation			
	RÉSERVES	Réserves statutaires ou contractuelles		
		Réserves pour projet de l'entité		
		Autres réserves		
	Report à nouveau		93 488	94 324
	Excédent ou déficit de l'exercice		(8 810)	(836)
	Situation nette			
	CONCOMPTIBLES	Subventions d'investissement	18 647	24 309
		Provisions réglementées		
TOTAL (I)			117 345	131 817
FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations			
	Fonds dédiés			
TOTAL (II)				
PROVISIONS	Provisions pour risques			
	Provisions pour charges			
TOTAL (III)				
DETTES	Emprunts obligatoires et assimilés (titres associatifs)			
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		32 605	2 814
	Emprunts et dettes financières divers			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		17 541	86 524
	Dettes des legs ou donations			
	Dettes fiscales et sociales		58 913	51 871
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Autres dettes		5 004	4 762
	Instruments financiers à terme			
COMPTES DE RÉGULARISATION	Produits constatés d'avance			
	TOTAL (IV)		114 063	145 970
	Écarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)			
TOTAL GÉNÉRAL (I À V)			231 408	277 787



COMPTE DE RÉSULTAT (1/2)				
Association Atelier de la Langue Française - 13100 AIX EN PROVENCE			Période N du 01/01/2025 au 31/12/2025	
SIRET 79806874800044			Période N-1 du 01/01/2024 au 31/12/2024	
			Exercice N	Exercice N - 1
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		8 853	8 748
	VENTES DE BIENS ET SERVICES	Ventes de biens dont ventes de dons en nature (28)	21 628	55 276
		Ventes de prestations de service dont parrainages ()		2 800
	PRODUITS DE TIERS FINANCIERS	Concours publics et subventions d'exploitation	392 848	448 816
		Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
		Ressources liées à la générosité du public dont dons manuels ()		
		Mécénats (82 157) Legs, donations et assurances-vie ()	82 157	33 463
	Contributions financières			
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		1 311	
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles			
	Utilisations des fonds dédiés			
	Autres produits		86 583	158 734
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)			593 379	707 836
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			
	Variation de stock		1 718	(4 069)
	Autres achats et charges externes		249 122	388 574
	Aides financières		100	
	Impôts, taxes et versements assimilés		3 110	3 435
	Salaires et traitements		243 122	222 139
	Charges sociales		80 562	80 173
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations		9 881	11 602
	Dotations aux provisions			
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées			
	Reports en fonds dédiés			
	Autres charges		2 353	7 806
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)			589 967
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			3 412	(1 824)
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations			
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
	Autres intérêts et produits assimilés		1 369	988
	Reprises sur provisions			
	Différences positives de change			
	Produits des immobilisations financières cédées			
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)			1 369	988



COMPTE DE RÉSULTAT (2/2)			
Association Atelier de la Langue Française - 13100 AIX EN PROVENCE		Période N du 01/01/2025 au 31/12/2025	
SIRET 79806874800044		Période N-1 du 01/01/2024 au 31/12/2024	
		Exercice N	Exercice N - 1
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)		
2 - RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)		1 369	988
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)		4 781	(836)
Produits exceptionnels (V)			
Charges exceptionnelles (VI)		13 591	10 000
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		(13 591)	(10 000)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)		594 748	708 824
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)		603 558	719 660
EXCEDENT OU DEFICIT		(8 810)	(10 836)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature		6 705	9 589
Prestations en nature		20 630	25 422
Bénévolat		13 656	19 935
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (IX)		40 991	54 946
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature		6 705	9 589
Mises à disposition gratuite de biens		20 630	25 422
Prestations en nature			
Personnel bénévole		13 656	19 935
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (X)		40 991	54 946



FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

1. FAITS ESSENTIELS DE L'EXERCICE AYANT UNE INCIDENCE COMPTABLE

Une procédure de dissolution de la société LANGUE FRANÇAISE ET PATRIMOINE (LFP), détenue à 100 % par l'association ATELIER DE LA LANGUE FRANÇAISE (ALF), est en cours au cours de l'exercice.

Dans ce cadre, les créances détenues par l'association sur cette filiale ainsi que les titres de participation ont été régularisés à la clôture de l'exercice.

Au 31 décembre 2025, les opérations suivantes ont été comptabilisées :

- abandon de créance pour un montant de 15 586 € ;
- sortie des titres de participation pour leur valeur comptable de 100 € ;
- reprise du mobilier de la société LFP pour une valeur de 1 083 € ;
- encaissement du remboursement de TVA de LFP pour 912 €.

Ces opérations se traduisent par la constatation d'une perte nette de 13 591 €, enregistrée en charge exceptionnelle dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

2. CIRCONSTANCES QUI EMPECHENT LA COMPARABILITE D'UN EXERCICE A L'AUTRE

Changement de méthode comptable

L'application du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022, relatif à la modernisation des états financiers, est obligatoire à compter des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

La première application de ce nouveau règlement constitue un changement de méthode comptable.

Dans ce cadre, il convient de souligner les modifications apportées :

- Une nouvelle définition du résultat exceptionnel
- La suppression du transfert de charges
- La refonte du plan de comptes et de la nomenclature
- De nouveaux modèles obligatoires pour le bilan et le compte de résultat
- Une nouvelle structure de l'annexe, avec des tableaux normalisés

3. AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Situation de l'association vis-à-vis de l'Appel à la Générosité du Public

Au titre de l'exercice 2025, l'association dispose d'un module de don en ligne sur son site internet. Dans ce cadre, l'association doit appliquer les dispositions prévues aux articles 3 et 4 de la loi n° 91-772 du 7 août 1991 relative au congé de représentation en faveur des associations et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique.

Toutefois, le montant de ressources collectées par cette voie étant inférieur au seuil de 153 K€, l'association n'est pas tenue de faire une déclaration préalable à l'appel à la générosité du public et d'établir les informations spécifiques relatives à l'appel à la générosité du public prévues par le règlement ANC 2018-06 (article 432-1 et suivants). Les dons ainsi collectés s'élèvent à 83 K€ et sont affectés au financement des missions sociales.

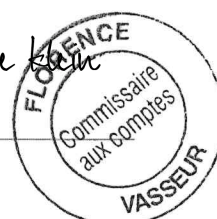
Engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite

À noter que les engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite des salariés de l'association ne sont pas provisionnés. Compte tenu de l'effectif et de l'ancienneté moyenne du personnel, ces engagements sont estimés non significatifs et n'ont pas fait l'objet d'une évaluation actuarielle.

4. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

DocuSigned by:  Signé par : David Rupied Secrétaire, Philippe Klein
2E5BA6EAD0364BB... DCF115130DC94E9... A831FF056895405...



RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. RÈGLES GENERALES

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis selon les normes définies par le plan relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, arrêté ministériel du 26/12/2018.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'association applique les dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général, modifié par le règlement ANC n°2022-06, sous réserve des dispositions spécifiques prévues au règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSOCIATION

L'Atelier de la Langue Française (ALF) est une association loi 1901 d'intérêt général, créée en 2013.

L'association a été constituée initialement par des passionnées de l'éloquence et de l'art oratoire pour lesquels il s'est agi de faire vivre cet art et d'en faire partager les plaisirs au travers de rencontres et d'événements.

Elle a pour activité principale, la promotion, l'enseignement et la diffusion de la langue française ainsi que l'accompagnement linguistique et culturel des publics, particuliers, professionnels, institutions. Ses missions recouvrent notamment :

- l'organisation et la promotion des Journées de l'Eloquence,
- l'organisation de concours, d'événements, culturels, de spectacles et de manifestations publiques,
- la mise en œuvre de cours et d'actions de prise de parole en public, notamment dans les établissements scolaires et auprès d'un public adulte,
- la conception d'actions éducatives, conférences et initiatives visant à promouvoir la langue française,
- la vente de produits ou prestations en lien avec les activités réalisées.

3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

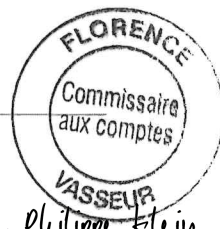
Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Construction	20 à 30 ans
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	3 à 10 ans
Matériel de bureau et mobilier	10 ans
Matériel informatique	3 ans



L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

4. STOCKS

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

5. CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

6. PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

7. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Conformément au règlement ANC n°2014-03, des provisions pour risques et charges sont constatées lorsque l'Association a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers, et ce sans contrepartie. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

Aucune obligation de ce type n'a été identifiée à la clôture et aucune provision n'est comptabilisée au 31.12.2025. »

8. PRODUITS D'EXPLOITATION

Dans le cadre de la réalisation de ses activités, l'association bénéficie de subventions et mécénats. Lorsque les financements octroyés financent des actions qui s'étalent sur plusieurs exercices, elles sont réparties en fonction des périodes ou étapes définies dans les conventions ou, à défaut, au prorata temporis. En fin d'exercice, la quote-part des financements incombant aux exercices futurs, et correspondant aux financements perçus d'avance, est inscrite au passif en « produits constatés d'avance ». »

9. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Au 31/12/2025, le montant des contributions volontaires en nature s'élève à 40 991€.

Celles-ci comprennent :

- Le personnel bénévole : cette année l'association a compté 24 personnes bénévoles qui ont effectué 1 142 heures de bénévolat, pour une somme totale de 13 656 €.
- Dons en nature : l'association a reçu des dons de bouteilles, calissons, fromages et produits cosmétiques pour une somme totale de 6 705 €.
- Mise à disposition gratuite de biens et prestations : cette année l'association a pu compter sur le soutien de différentes institutions, pour une somme totale de 20 630 €.

DocuSigned by:
2E5BA6EAD0364BB...

Signé par :
David Rupied

Signé par :
A831FF056895405...



B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Exercice clos le 31/12/2025		Exercice clos le 31/12/2024	
	Total	Dont générosité du public	Total	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GÉNÉROSITE DU PUBLIC Bénévolat Prestations en nature Dons en nature				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIÉES À LA GÉNÉROSITE DU PUBLIC				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE Prestations en nature Dons en nature				
TOTAL DES PRODUITS				
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES Réalisées en France Réalisées à l'étranger				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES À LA RECHERCHE DE FONDS				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT				
TOTAL DES CHARGES				

VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	À l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	14 020				14 020
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	94 324	(836)	0		93 488
Excédent ou déficit de l'exercice	(836)				(8 810)
SITUATION NETTE	107 508				98 698
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	24 309			5 662	18 647
Provisions règlementées					
TOTAL FONDS PROPRES	131 817			5 662	117 345



IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation légale
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		Valeur d'origine en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles	43 024					43 024	
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	43 024					43 024	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agenc- des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage industriel							
Installations générales, agencements divers	522					522	
Matériel de transport	13 752					13 752	
Matériel de bureau et informatique, mobilier	91 610		1 083			92 694	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	105 884		1 083			106 968	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	40 100				100	40 000	
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immobilisations financières	4 096					4 096	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	44 196				100	44 096	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	193 104		1 083		100	194 088	



AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement	98		98	
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	17 472	1 276		18 748
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	17 570	1 276	98	18 748
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Inst. techniques, matériel et outillage industriel				
Inst. générales, agencements, aménagements divers	522			522
Matériel de transport	8 327	1 558		9 885
Matériel de bureau et informatique, mobilier	52 829	5 833		58 662
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	61 678	7 391		69 069
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	79 248	8 668	98	87 817

CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				

DÉPRÉCIATIONS - NEANT

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS				
Dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Dépréciation sur immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de placement				
Dépréciation sur immobilisations financières				
Dépréciation sur stocks et en cours				
Dépréciation sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL GÉNÉRAL				



ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	4 096		4 096
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	4 288	4 288	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	912	912	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	1 949	1 949	
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques	48 278	48 278	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	4 950	4 950	
Charges constatées d'avance	2 303	2 303	
TOTAL DES CRÉANCES	66 776	62 680	4 096



PROVISIONS - NEANT

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour implantation à l'étranger (avant 1/1/92)				
Provisions pour implantation à l'étranger (après 1/1/92)				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	32 605	32 605		
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	17 541	17 541		
Personnel et comptes rattachés	15 949	15 949		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	40 890	40 890		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	2 075	2 075		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	5 004	5 004		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL DETTES	114 063	114 063		



CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montants
Charges d'exploitation	2303
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	2303

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montants
Produits d'exploitation	
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	

CHARGES À PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 350
Dettes fiscales et sociales	16 834
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL CHARGES À PAYER	21 184

PRODUITS À RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	
Disponibilités	
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	

AUTRES INFORMATIONS

Honoraires du commissaire aux comptes

	Montants HT	Montants TTC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	3625	4350
Au titre d'autres prestations		
Honoraires totaux	3625	4350

Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie :

	Personnel salarié
Cadres	3
Non-cadres	3
TOTAL	6

Engagements financiers donnés et reçus

Néant.

